



MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

KALININGRAD

" un équilibre géopolitique
difficile "

CC MUSSET D 1

SOMMAIRE

1. Rappel historique page 1

1.1. Sept siècles d'histoire en Prusse page 1

1.2. Sentinelle occidentale russe depuis 1/2 siècle page 2

2. La situation intérieure actuelle page 2

2.1. Quels hommes peuplent Kaliningrad? page 2

2.2. L'option militaire page 3

2.3. L'option économique page 4

3. Les relations avec les pays voisins page 6

3.1 La Pologne page 6

3.2 La Lituanie page 7

3.3 L'Allemagne page 8

A la fin du dernier conflit mondial, alors que la moitié sud était placée "sous administration polonaise", la partie nord de la Prusse orientale fut attribuée à l'URSS par un statut juridique définitif. Koenigsberg devint alors Kaliningrad, tandis que le nouveau territoire russe prenait le même nom que sa capitale.

Depuis 1991, la situation de l'enclave russe a fondamentalement changé; celle-ci se retrouve coupée du territoire principal, dont elle constitue l'avant poste occidental, et entourée de pays indépendants qui réclament leur adhésion à l'Union Européenne et à l'OTAN.

Un éclairage sous trois aspects nous permettra de mieux comprendre le difficile équilibre géopolitique de Kaliningrad. A travers un rappel historique, nous verrons que les Prussiens ont quasiment disparu de cette région qu'ils ont occupée pendant sept siècles. L'étude de la situation intérieure permettra de comprendre les deux options militaire et économique qui se présentent aux dirigeants russes. Nous examinerons enfin les relations de Kaliningrad avec ses voisins présentant un intérêt majeur, à savoir la Pologne, la Lituanie et l'Allemagne.

1. - RAPPEL HISTORIQUE

1.1 - Sept siècles d'histoire en Prusse

Le terme Prusse n'est pas d'origine teutonique. Au cours d'une croisade en territoire slave, les chevaliers de l'ordre ont non seulement pris la terre mais aussi le nom d'un peuple de païens baltes qu'ils firent disparaître: les Vieux-Prussiens.

Koenigsberg fut ainsi fondée en 1255, sur les ruines d'une ancienne forteresse, pour devenir la capitale du nouveau duché teutonique.

La ville adhère à la ligue hanséatique en 1340 et connaît une période de prospérité économique, sans dépendance politique.

Initialement sentinelle orientale de l'Europe, le petit duché de Prusse s'étend à l'ouest à partir du XVII^{ème} siècle mais se caractérise par un grand morcellement territorial. L'expansion et la jonction des deux Prusses occidentale et orientale se font au détriment de la Pologne, rayée de la carte en 1795.

Conquise par les troupes de Murat en 1807, Koenigsberg prend une part déterminante dans la "guerre de libération", à Waterloo. La fin de l'épopée napoléonienne aura pour conséquences la disparition du Saint Empire romain germanique et la prédominance de la Prusse sur les territoires de l'ex empire. Un peu plus tard, mettant à profit un fort courant d'unité allemande qui s'est répandu en Prusse et fait défaut aux autres Etats, Bismarck va perpétuer la volonté d'expansion prussienne. Dès lors, l'histoire de la Prusse, et donc de Koenigsberg, se confond avec celle de l'Allemagne.

En isolant Koenigsberg, le traité de Versailles commet l'erreur de replacer la Pologne dans un étau fatal. Cependant, lors de la seconde guerre mondiale, la Prusse orientale vit en dehors du conflit et connaît des "années paisibles". N'ayant pas subi de brassages de populations pendant sept siècles, ses habitants adhèrent peu aux thèses racistes. Ils sont, pour la plupart, hostiles au Reich. Lorsque les armes se font entendre dans la région, à partir d'août 1944, la Prusse connaît un réveil brutal et sanglant avant de s'endormir à jamais.

1.2 - Sentinelle occidentale russe depuis 1/2 siècle.

Koenigsberg avait connu l'occupation russe, de 1757 à 1762, durant la guerre de sept ans.

En 1945, les accords de Potsdam attribuent définitivement à l'URSS le nord de la Prusse orientale. La Prusse est à son tour rayée de la carte.

En avril 1946, est constituée l'enclave de Koenigsberg, la plus petite de la Fédération de Russie. Dans le même temps, la ville et sa région sont rebaptisées Kaliningrad. Ce nom, celui de Mikhaïl Kalinine, ami de Staline, président du présidium du Soviet suprême, mort en 1946, fut préféré à celui de Kant, dont l'enseignement fit la célébrité de l'université de Koenigsberg au XVI^{ème} siècle.

Les nouveaux occupants font du passé table rase et provoquent ainsi la disparition de presque tout souvenir germanique, cimetières compris! En deux ans et demi, les Russes parviennent quasiment à vider l'enclave de tout Allemand: ceux qui ne réussissent pas à fuir meurent comme des chiens, de faim ou de froid.

Kaliningrad devient une base militaire et l'une des régions interdites de l'URSS.

L'éclatement de l'URSS donne à Kaliningrad une position d'enclave isolée sur la Baltique.

2. - LA SITUATION INTERIEURE ACTUELLE

2.1. - Quels hommes peuplent Kaliningrad?

Au cours de l'année 1945, Allemands et Russes rivalisent de brutalité. Un cinquième de la population de Königsberg est tué tandis que deux millions de personnes se réfugient à l'ouest. A la capitulation, il ne reste plus que 120 000 Prussiens de Prusse orientale. Les Russes vont ensuite transformer l'enclave en expurgeant tout souvenir germanique. Aujourd'hui, la communauté allemande ne compte plus que 12 000 personnes, et la région, très austère, ne présente aucun intérêt touristique. Très déçus de ne retrouver aucun souvenir, la plupart des anciens habitants en visite décident de ne plus y retourner.

Avec une superficie de 15 100 km², Kaliningrad compte 926 000 habitants. La moitié vit dans la capitale, 80% sont des citoyens. On notera que la densité de population est plus faible que du temps de la Prusse, ce qui pourrait laisser espérer une bonne capacité d'accueil.

L'implantation de nouveaux habitants fut lente. Ces derniers, plus ou moins forcés par les autorités soviétiques, pensaient pouvoir se forger une nouvelle vie et quittaient des situations sans espoir. Leurs origines sont pour 78 % russe, 10 % ukrainienne, 6 % biélorusse et 3,5 % lituanienne.

Depuis 1991, seuls d'anciens Allemands de la Volga se sont installés en nombre à Kaliningrad. On en compte de quatre à vingt mille. En fait, expatriés depuis 1762, ils se sont éloignés de la culture allemande. Leurs habitudes mafieuses acquises après

leur déportation, en 1941, en Sibérie et en Asie, en font une minorité très mal considérée à Kaliningrad.

Les autres immigrés, essentiellement asiatiques, kazhaks et kirghizes, posent quelques problèmes de coexistence, de violence en particulier.

A l'exception de la minorité lituanienne qui peut prétendre à une revendication historique dans la "Lituanie Mineure" (leurs ancêtres étaient présents avant les chevaliers teutoniques), la population de Kaliningrad, à très grande majorité slave, est donc nouvelle.

Les nouveaux arrivants se sont installés dans une précarité extrême, sans aide significative de l'URSS, préférant cependant leur sort à celui des Allemands.

Habitués aux restrictions, moulés par l'idéologie soviétique, et fermés économiquement pendant un demi siècle, ils sont peu enclins à l'ouverture et à la mondialisation. La perestroïka et l'ouverture de l'Oblast à partir de 1991 vont surprendre ces hommes et femmes, ignorés et ignorants de tout, éprouvant des difficultés à se situer.

Jusqu'en 1991, leurs votes affichaient une fidélité totale au régime en place. Les résultats des dernières élections, législatives comme présidentielles, traduisent une nette désillusion de la gestion de l'enclave: 43% des votants se sont prononcés pour les forces conservatrices et nationalistes, avec une proportion inquiétante pour le parti de Jirinovski. Ce dernier obtient dix points de plus que la moyenne nationale.

La conduite à tenir à Kaliningrad fait l'objet d'une opposition entre deux mouvements: les slavophiles, prenant la vieille Russie comme un modèle du bien et l'Europe du mal, et les occidentalistes qui voient à l'Ouest une cité céleste. Ainsi s'explique le mouvement de balancier entre deux options pour l'enclave: l'une militaire, l'autre économique.

2.2. - L'option militaire

L'option militaire se fonde sur des considérations historiques et stratégiques. Au lendemain de la guerre, la priorité fut donnée à la consolidation de Kaliningrad comme poste militaire avancé.

Jusqu'en 1991, la région est restée zone interdite aux étrangers, les voies d'accès par la mer Baltique et la Pologne étant coupées.

Kaliningrad offre à la Russie une fenêtre sur la Baltique, la seule libre de glace toute l'année depuis l'indépendance des états baltes.

Le port abrite la majorité de la flotte de la Baltique et son quartier général. Cette dernière ne comprend aucun sous-marin stratégique ni porte-avions. Elle représente environ le cinquième de la marine russe, et connaît, comme elle, une réduction importante depuis 1991. En 5 ans, le nombre de sous-marins d'attaque est passé de 19 à 9, celui des croiseurs de 4 à 3, celui des frégates de 32 à 18. Il faut ajouter une centaine de bâtiments amphibies, antimines, soutien, garde-côtes et patrouilleurs.

Selon des estimations occidentales, les effectifs de la marine seraient de 30 000 hommes.

Les pays baltes n'ont récupéré que quelques unités.

Les moyens aériens de l'Oblast se composent d'une division d'assaut, d'un régiment de chasse et de reconnaissance, et d'un régiment d'hélicoptères. La flotte reste imposante avec environ 400 avions (chasse, assaut, reconnaissance, guerre électronique, lutte sous-marine...) et 85 hélicoptères de combat, répartis sur 3 bases aériennes et 5 bases aéronavales.

Les forces terrestres sont constituées pour l'essentiel de la 11^{ème} Armée de la Garde, soit un poste de commandement et ses régiments de transmissions et du génie, une division et une brigade de chars, deux divisions motorisées, trois brigades et un régiment d'artillerie, une brigade d'infanterie de marine, deux brigades de missiles sol-air et sol-surface.

En 1993, l'expert allemand Peer Lange avançait le chiffre modeste de 57 000 hommes pour les forces terrestres et de 75 000 hommes au total.

Les chiffres sur la présence militaire russe à Kaliningrad varient selon les sources. Les autorités locales annoncent un total officiel de 100 000 militaires quand le capitaine de vaisseau CEMPA, stagiaire polonais de la cinquième promotion, multiplie ce chiffre par six!

En 1991, les forces armées étaient composées de 75 000 à 100 000 hommes. Avec la fermeture des bases en Allemagne, dans les pays baltes et en Biélorussie, 700 000 hommes ont été rapatriés vers la Russie. Les estimations occidentales limitent cependant à 100 000 (chiffre incluant les militaires, les retraités et les familles) le nombre de ces personnes venues s'installer dans Kaliningrad.

Les réductions déjà amorcées et les nombreuses défections ne permettent pas d'évaluer précisément les effectifs militaires. On peut seulement se borner à dire qu'ils se situent dans une fourchette entre 100 000 et 200 000 hommes.

Si l'on aborde l'aspect qualitatif, les forces militaires de Kaliningrad subissent, comme dans le reste de la Russie, une dégradation des unités, de l'armement, de l'intendance, des salaires, et donc du moral des troupes. De nombreux militaires privés d'emploi tentent leur aventure dans le business et montent des affaires plus ou moins réussies dans l'agro-alimentaire. Les désillusions sont plus fortes que dans le reste de la Russie. Les officiers votent à 40% pour Jirinovski.

Depuis l'indépendance des pays baltes, l'enclave se retrouve totalement isolée du reste de la Russie. Elle connaît ainsi une forte dépendance stratégique vis à vis de ses voisins: pour relier la métropole, par voie de terre, il faut traverser soit la Pologne puis la Biélorussie, soit la Lituanie puis la Biélorussie; 80% de son énergie électrique provient de la centrale nucléaire lituanienne d'Ignalia; la couverture aérienne et antimissile du nord de la région repose sur la station radar lettone de Skundra.

Deux raisons empêchent Moscou de réduire les forces armées de Kaliningrad: la première est l'intérêt stratégique procuré par la nouvelle position stratégique de l'Oblast, procuré par la disparition de bases navales et aériennes, de la flotte est-allemande et des territoires aujourd'hui indépendants; la seconde est d'ordre économique: les Russes ont constaté que le maintien des troupes dans leurs casernes était moins coûteux que leur démantèlement ou leur rapatriement. Le renforcement de cet avant-poste est largement appuyé par les nationalistes et les communistes.

L'importance de cette présence militaire russe dans l'enclave pose cependant deux problèmes majeurs: elle constitue un frein considérable au développement économique de la région, et présente une menace pour les pays voisins.

2.3. - L'option économique

L'option militaire prise entre 1945 et 1991 a empêché tout développement civil du territoire. En comprenant les civils, les militaires et leurs familles, le tiers de la population vit aujourd'hui en symbiose avec le complexe militaro-industriel. Celui-ci a vu fondre le volume de commandes publiques et ne dispose pas des crédits nécessaires à sa reconversion, l'enclave ne recevant plus que la moitié des crédits autrefois accordés par Moscou.

Les dirigeants politiques ont pris conscience de la gravité de la situation. En 1991, le président Eltsine a placé un réformateur, Youri Matotchkin, à la tête de l'administration de Kaliningrad.

Les partisans des réformes éprouvent cependant de très grosses difficultés à mettre en oeuvre leurs idées face aux responsables moscovites comme locaux.

La dégradation de la situation économique est devenue incontournable:

- les installations industrielles sont très vétustes et obsolètes à 70%;
- la construction mécanique, la construction navale et le secteur du matériel électrique sont les plus touchés par la décomposition du complexe militaro-industriel;
- l'infrastructure de transport réclame d'urgence une modernisation et une extension, surtout vers l'ouest;
- le réseau de télécommunication affiche un retard important sur le reste de la Russie;
- la dégradation de l'environnement revêt une grande ampleur, les pollutions de l'air et des fleuves étant particulièrement prononcées.
- les industries légères et de biens de consommation, comme les infrastructures sociales, sont très en retard sur le reste de la Russie;
- grenier de l'Allemagne du début de ce siècle, la région ne couvre plus que les trois quarts des besoins alimentaires de sa population;
- disposant de 300 000 postes de travail pour une population active de 450 000 personnes, le chômage représente une menace importante, accentuée par la réduction des forces armées.

Pourtant, Kaliningrad dispose de quelques atouts pour son développement:

- l'Oblast détient 90% des réserves mondiales d'ambre jaune, qui, déjà pierre précieuse, pourrait devenir une matière première de l'industrie informatique;
- le sous-sol fournit la moitié des besoins pétroliers de la région (depuis l'inauguration du terminal pétrolier de Kaliningrad, en décembre 1996, la Russie ne dépend plus de l'Estonie);
- le port est le plus important de toute la Baltique, et même de la Russie;
- jusqu'en 1991, la pêche fournissait 10% de la production totale russe;

- la terre offre de larges surfaces disponibles, inexploitées par le système socialiste;
- une industrie de cellulose vieillie mais significative;
- les réseaux ferroviaires et routiers sont techniquement faciles à moderniser;
- l'isolement de la région permet des contrôles douaniers aisés;
- les travailleurs se contentent de salaires plus bas que la moyenne nationale, 30 à 40% inférieurs à ceux des Polonais.

Ces atouts et la nécessité de développer Kaliningrad incitent Moscou à opter pour une option économique, impliquant une ouverture plus importante du territoire.

Avec une volonté politique affichée dès 1988, la zone économique franche Yantar (i.e. ambre) fut instituée par un décret présidentiel de Boris Eltsine du 23 décembre 1992.

Pour attirer les capitaux étrangers, les importations et exportations devenaient libres de taxe, à l'exclusion des produits de la pêche, de l'ambre et du pétrole.

Un oukase du début de 1995 a cependant suspendu toutes les concessions fiscales et douanières accordées dans toute la Russie.

Ce gel ne faisait probablement que constater l'échec des procédures mises en place, lié à:

- la forte présence militaire et l'archaïsme du tissu industriel;
- l'incertitude sur les progrès de la démocratie et de l'économie de marché;
- la faible privatisation de la région (20% en 1994);
- l'imbroglio administratif et la non-convertibilité des monnaies;
- l'imprécision sur la nature des garanties et avantages offerts ainsi que sur les statuts légaux;
- l'ignorance réciproque sur les objectifs réels et sur la psychologie de partenaires provenant de systèmes économiques différents;
- les discriminations immobilières en faveur des Russes.

Finalement, la ZEF Yantar apparaissait plutôt comme une plaque tournante de l'exportation de la fédération et non comme une zone de production. Plus encore que pour le reste de la Russie, il semble que les mafias se sont emparées de l'économie de la région et étouffent ainsi un Etat de droit sans ressources. La criminalité, multipliée par six de 1991 à 1996, la corruption à grande échelle, les rackets (essentiellement des banquiers et camionneurs), et l'insécurité générale n'attiraient pas les investisseurs.

Néanmoins, avec un taux de chômage d'environ 30% et des problèmes économiques encore plus pressants, cette situation ne pouvait pas durer. Quelques effets positifs s'étant fait sentir, le principe d'une zone de libre échange ne devait pas être totalement remis en cause:

- au 1er janvier 1993, on retenait 368 entreprises à participations étrangères, avec 55% de capitaux allemands, 26% polonais, 9% américains et 5% français (12% en 1994);
- implanté depuis 1994, France Télécom est à ce jour le premier investisseur étranger dans la région. Le contrat porte sur une infrastructure moderne comportant 110 000 lignes;
- créée en 1992, la bourse de Kaliningrad fonctionne en liaison avec celles de Munich et de Francfort. Les monnaies d'échange dans l'Oblast sont de fait le dollar et le mark;
- une liaison aérienne avec Copenhague et une liaison ferroviaire avec Berlin fonctionnent de façon régulière;
- interdit pour des raisons de secret militaire, le trafic maritime de passagers devrait être prochainement autorisé pour des liaisons avec la Suède, l'Allemagne et la Pologne.

Ainsi, le 22 janvier 1996, Kaliningrad obtenait un statut exceptionnel de zone économique spéciale. La nouvelle loi prévoit la suppression des droits de douanes pendant trois ans, à condition qu'une certaine valeur ajoutée soit créée sur place et que l'investissement initial dépasse \$250 000. Moscou affiche ainsi sa détermination en faveur de l'option économique.

La décision est encore trop récente pour que les effets se fassent complètement sentir. Les investissements étrangers ont bien repris, preuve en est l'investissement d'un milliard de dollars du constructeur automobile coréen KIA.

De plus, avec des projets de modernisation des aéroports, ports et autoroutes présentés par les autorités centrales russes, le Conseil des Etats de la Baltique offre à Kaliningrad une chance supplémentaire de développement.

Dans la lutte entre les forces de repli sur soi-même, qui voudraient conserver à la région son rôle de bastion russe, et les forces de renouveau, qui vendraient leurs droits pour un plat de lentille, il semble bien que ces derniers aient remporté la dernière partie.

3. - LES RELATIONS AVEC LES PAYS VOISINS

3.1. - La Pologne

La Pologne n'a jamais exercé qu'une suzeraineté sur le duché de Koenigsberg. La politique de Varsovie à l'égard de Kaliningrad est guidée par la double préoccupation d'avoir une forte concentration de forces militaires russes à sa porte, et d'assister à une "regermanisation" de la région par le biais d'investissements allemands.

Les Polonais comparent l'enclave russe à un éléphantéau qu'ils craignent de voir grandir. Le régiment de chars, stationné à Mamonovo (ex Rosenberg), est à seulement 13 km de la localité polonaise de Braniewo. Cette inquiétude ne pouvait qu'inciter ce pays à rentrer dans l'OTAN.

Toutefois, la lente décomposition des forces militaires russes et la volonté récemment affichée par Moscou de réduire son armée sont faites pour rassurer les voisins de Kaliningrad.

Si la frontière polono-russe faisait l'objet du contrôle le plus strict de toute l'URSS, elle est actuellement ouverte aux Polonais qui profitent d'une grande liberté pour vendre leurs produits dans l'enclave et faire de la contrebande d'ambre, tandis que les habitants de Kaliningrad doivent justifier d'attaches proches en Pologne pour la traverser. Ne serait-ce pas à l'éléphantéau de craindre l'aigle?

Après l'histoire traumatisante des partages de son territoire et de l'étau Prussien, responsable de sa disparition, la Pologne craint surtout l'Allemagne. Elle redoute un développement de la ZES par des capitaux allemands, entraînant la création d'un corridor économique entre celle-ci et l'Allemagne. Elle refuse toute initiative allant dans ce sens. Par exemple, citons l'abandon de cette curieuse portion d'autoroute à

quatre voies, construite par une entreprise allemande et qui devait relier Berlin à Kaliningrad.

Les Polonais eux-mêmes pourraient être tentés par un partage de l'enclave avec la Lituanie. Ils sont cependant liés par deux traités redondants avec l'URSS, signés en 1945 et 1990, stipulant l'inviolabilité définitive de la frontière polono-soviétique. Une remise en cause de ces accords risquerait d'entraîner la révision de la frontière Oder-Neisse.

L'intérêt de la Pologne réside dans une forte participation au développement économique d'une enclave sous contrôle russe, avec l'implication de l'Europe comme gage de stabilité.

3.2. - La Lituanie

La Lituanie dispose d'une légitimité historique pour revendiquer la région de Kaliningrad. Elle a toutefois reconnu, en 1990 et 1991, dans sa déclaration d'indépendance et dans un traité avec la Russie, le principe d'inviolabilité des frontières. De plus, l'adjonction de l'enclave entraînerait un déséquilibre démographique inexistant à ce jour, portant la proportion de Russes d'un dixième à un tiers. 79 % des Litvaniens considèrent la situation actuelle comme un moindre mal. Un départ russe entraînerait un vide, et l'histoire prouve que les vides ne le restent jamais.

Les forces militaires inquiètent plus la Lettonie et l'Estonie qui accueillent 44 et 30 % de russes, respectivement.

Le retrait des troupes russes de Lituanie s'est accompagné d'un contrat portant sur la construction de 10 000 logements dans l'enclave, en l'échange de deux corvettes et de deux sous-marins d'attaque. Les aides immobilières accordées par ce pays ont cependant été détournés de leur objectif.

Le problème essentiel avec la Russie concerne le transit des Russes allant vers ou revenant de Kaliningrad. En 1993, l'état balte a concédé un corridor pour le rapatriement des troupes russes. Faute d'un accord général, ce dernier est appliqué depuis 1995 à l'ensemble des transits à travers la Lituanie. Par un refus catégorique de construction d'un bout d'autoroute sur son territoire, permettant de relier l'enclave à la Biélorussie, la Pologne ne laisse aux autorités russes qu'une solution de transit

lituanien. Ce point devra faire l'objet d'une attention particulière, avec, éventuellement, l'arbitrage d'une instance européenne ou internationale.

Economiquement, la Lituanie se retrouve en position de force vis à vis de l'enclave. Elle fournit 80 % de l'énergie électrique, une grande partie des besoins alimentaires, 98% du ciment, 62% des produits pétroliers (obtenus en partie à partir du pétrole de l'enclave), et le seul gazoduc de l'Oblast traverse son territoire.

Dans ce contexte, la Lituanie ne plaide pas plus que la Pologne pour une solution extrême ni pour l'indépendance de Kaliningrad. Elle préfère une solution de zone de libre échange, contrôlée par une Russie ramenant les effectifs militaires à un niveau raisonnable.

3.3. - L'Allemagne

Face aux craintes des autres pays, l'Allemagne cherche à enlever tout soupçon et affiche à l'égard de l'enclave une position de retrait. Elle encourage son autonomie, par le biais d'une zone de libre échange, et favorise une solution européenne à son développement.

Au travers des traités signés en 1990, avec la Pologne, avec l'URSS, et dans le cadre des conférences 2+4, l'Allemagne réunie reconnaît clairement les frontières actuelles et renonce définitivement à toute revendication. Elle s'est même imposé une révision constitutionnelle instituant cette renonciation. En matière de droit international, ces textes représentent le maximum de garanties possibles pour les Etats voisins.

Les autorités allemandes s'abstiennent d'encourager l'installation d'Allemands dans l'enclave. Seuls quelques réfugiés sont partisans d'un retour au pays. Ce qu'ils ont perdu juridiquement avec les traités de 1990, ils comptent bien l'obtenir politiquement en jouant l'Europe. En Pologne, les "Cercles d'Amitié allemands" ont ainsi obtenu sept députés et un sénateur sur les territoires de l'ex Prusse orientale.

Le problème des réfugiés doit être relativisé dans la mesure où les conditions de vie dans l'Oblast et la transformation radicale de cette région ont découragé la plupart d'entre eux.

De la même façon, Bonn ne favorise pas les investissements massifs allemands. C'est ainsi que Deutsche Telekom s'est effacé devant la candidature de l'opérateur français.

Plutôt que des échanges unilatéraux ou bilatéraux, l'Allemagne recherche l'engagement de l'Union Européenne.

Très claire, la position prudente de l'Allemagne doit satisfaire tout le monde.

CONCLUSION

Les Prussiens appartiennent désormais à l'histoire, tout comme les Vieux-prussiens que les chevaliers teutoniques firent disparaître. Ces deux peuples ne survivent désormais que comme composantes de deux nations, l'une balte, l'autre germanique. La Prusse est rayée de la carte du monde et l'Allemagne réunie renonce définitivement à toute revendication territoriale. Aujourd'hui dispersé, l'esprit prussien porte en lui les germes d'une forte volonté d'unité, qui pourrait profiter à l'Europe comme à l'Oblast russe.

Radicalement transformée, Kaliningrad est maintenant peuplée de slaves et constitue la sentinelle occidentale de la Russie.

En affichant leur volonté de diminuer les effectifs militaires et d'instaurer un statut économique particulier dans cette enclave, les autorités russes viennent de réaffirmer leur choix pour une option économique plutôt que militaire. Faut-il, par ailleurs, craindre une armée en pleine décomposition?

Les pays européens ont tout intérêt à participer activement au développement économique de Kaliningrad, à laisser Moscou contrôler le territoire tout en l'aidant à réduire ses forces armées. La Russie ne peut avoir aujourd'hui les mêmes prétentions qu'hier.